



FORMULAIRE 4.4



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET

PAYS: RDC
PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1ER JANVIER – 31 DÉCEMBRE 2015

Intitulé du Programme & Numéro du Projet
Intitulé du Programme: Appui au Secrétariat Technique
joint de l'ISSSS et du Programme STAREC
Numéro du Programme (le cas échéant) PBF/IRF -96
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds
d'affectation spéciale pluripartenaires):1

Entités participantes de l'ONU
Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF
dans le cadre du Programme: UNDP

Partenaires d'exécution
Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé,
ONG et autres) et autres organisations internationales:
MONUSCO: Unite d'appui a la stabilisation,
Gouvernement: Ministere du Plan et Secretariat
National et coordinations provinciales du
Programme National de Reconstruction et
Stabilisation (STAREC)

Budget du Programme/Project (en dollars US)
Contribution du PBF (par
l'entité participante de l'ONU)
999 893.6 USD
Contribution gouvernementale
(le cas échéant)
0
Autres contributions
(donateurs) (le cas échéant)
TOTAL: 999 893.6 USD

Durée du Programme
Durée totale (en mois) 24
Date de démarrage2
(jour/mois/année) 02/02/2016
Date de fin prévue à l'origine3
((jour/mois/année) 02/02/2018
Date de fin actuelle4
(jour/mois/année) en cours

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Rapport soumis par

1 Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification.
Sur le site MPTF Office GATEWAY, l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.
2 La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office
d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site MPTF Office GATEWAY.
3 Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.
4 S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut
d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin
équivalent à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute
organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date: 16/6/2016

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Nom: Soetkin Meertens

Titre: Deputy Team Leader, UAS

Organisation participante (principale): UAS

Courriel: meertens@un.org

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.

Résultat 2: Mise en oeuvre des Stratégies provinciales de stabilisation et Plans d'action a commencé de manière efficace, à travers l'établissement d'un compact pour STAREC et ISSSS entre le Gouvernement de la RDC et les partenaires internationaux.

Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue.

Indicateur 2.1.: Existence de « Compacts » entre le Gouvernement de la RDC (national et provincial) et les partenaires internationaux, qui décrivent les responsabilités et les engagements de chaque partie pour la réussite des projets ISSSS approuvés par les Conseils d'administration du Fonds

Indicateur 2.2.: % de l'appui budgétaire du gouvernement de la RDC et partenaires pour la gestion et programmation STAREC

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: Le cadre dans lequel opèrent le Programme STAREC et l'ISSSS est renforcé pour faciliter le travail de la coordination

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

Indicateur 1: Perception du niveau de fonctionnement des mécanismes de coordination	Niveau de référence: 0 Cible: 70% des partenaires sont satisfaits des services offerts par le ST État d'avancement: Une enquête sera réalisée au début de 2017
Indicateur 2: Existence de « Compacts » entre le Gouvernement de la RDC (national et provincial) et les partenaires internationaux, qui décrivent les responsabilités et les engagements de chaque partie pour la réussite des projets ISSSS approuvés par les Conseils d'administration du Fonds	Niveau de référence: 0 Cible: Chaque appel à propositions et/ou proposition approuvée sera accompagné d'un compact écrit, signé par le Gouvernement de la RDC et les partenaires internationaux

<p>Indicateur 3: na</p>	<p>État d'avancement: 1) Engagement Ministre du Plan pour une implication accrue dans l'ISSSS démontré par (i) la note de briefing sur la mise en œuvre de l'ISSSS envoyé par le Ministre du Plan au Premier Ministre (ii) sa volonté à visiter l'Est du Congo pour observer les résultats des projets pilotes I4S. 2) Engagement des acteurs internationaux démontré par leur volonté d'entrer dans le processus d'alignement (Pays Bas/DFID/USAID/SIDA/Allemagne). Dans le long terme cet engagement sera scellé par une lettre d'engagement</p> <p>Niveau de référence: Cible: État d'avancement:</p>
-----------------------------	--

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

- 1.1 Les procédures et structures de gestion et de gouvernance du FCS ont été mis en place avec le développement du manuel d'opérations et les décisions sur l'allocation des 17 millions ont été prises par le CAN/CAP
- 1.2 Prise en compte de l'approche de stabilisation dans les cadres de planification du système des Nations Unies, notamment (i) l'UNDAF (appui à l'identification des axes prioritaires et intégration de la méthodologie d'analyses de conflit dans l'analyse du contexte); (ii) la révision du Result-based budget Framework (RBB 2017-2018) et intégration de principales contributions attendues de l'UAS, en matière de réponse programmatique, de financement et de gestion du Trust fund, d'alignement et de coordination.
- 1.3. Renforcement de la communication et la coordination entre l'UAS et le STAREC tant au niveau national que provincial à travers des retraites conjointes, missions de terrain, mise en place d'un système de liaison à Kinshasa et Goma.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

La mise en place des mécanismes et procédures de gouvernance pour l'affectation et le décaissement des fonds, notamment le manuel d'opérations du Fonds (FCS) ainsi que les structures de gouvernance (les conseils nationaux et provinciaux), ont permis d'attribuer de manière transparente et décentralisée, les financements dans les trois zones prioritaires de l'Est de la RDC. Un budget additionnel pour appuyer les travaux du Secrétariat Technique (ST) pour la coordination de la mise en œuvre globale des priorités de stabilisation de l'ISSSS a également été approuvé par le CAN.

L'établissement de procédures claires et transparentes pour l'attribution des fonds et l'attribution au ST d'un rôle central pour assurer l'efficacité et l'efficience de ce processus a également permis une plus forte appropriation par le Gouvernement de la RDC. Cela a été particulièrement visible au niveau provincial où les STAREC ont continué à mieux comprendre les principes du programme ISSSS et les procédures opérationnelles;

Plus précisément, les STAREC provinciaux ont appuyé l'engagement politique avec les autorités provinciales, ce qui a conduit les gouvernements des trois provinces à jouer un rôle positif comme co-présidents des CAP (Conseils d'administration provincial)

De plus, en Ituri, le Gouverneur a fait preuve d'un grand engagement dans la mise en œuvre et la poursuite du projet financé par le IRF en Mambasa, en engageant des ressources gouvernementales pour soutenir la poursuite du programme. Dans le Sud-Kivu, sous la présidence du Ministre du Plan, trois réunions stratégiques sur l'alignement ont eu lieu, menant à renforcer la coordination entre les intervenants dans la zone du projet Nord Kalehe. Au Nord Kivu la collaboration avec les autorités provinciales a permis la tenue de trois CAP dans l'année 2016 ce qui a permis le démarrage de la programmation à Kitshanga.

L'engagement politique des autorités au niveau national comprend une implication accrue du Ministre du Plan dans l'ISSSS, démontré par (i) la note de briefing sur la mise en œuvre de l'ISSSS envoyé par le Ministre du Plan au Premier Ministre (ii) sa volonté à visiter l'Est du Congo pour observer les résultats des projets pilotes ISSSS. L'UAS a également partagé un code cable à NY sur l'engagement du Gouvernement pour l'ISSSS.

En ce qui concerne l'engagement de la communauté internationale, elle a contribué 25 millions USD au FCS en 2016 et contribué à la coordination générale de l'ISSSS par le déploiement de gratuit personnel au sein de l'UAS (à hauteur de 71%) . Elle a aussi démontré la volonté de contribuer à la mise en œuvre de l'ISSSS en appuyant le processus d'alignement (Pays Bas/DFID/USAID/SIDA/Allemagne). Présentement, sept projets sont marqués « alignables » avec plus de 50% qui ont le potentiel d'être entièrement alignés. Ces projets « alignables » constituent un total d'environ 85 millions de USD ce qui contribuera à renforcer l'impact des interventions financés par le FSC.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

En dépit du fait qu'aucun contrat n'a été formellement signé dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de stabilisation, des progrès importants ont été atteints dans la mise en place du cadre de programmation global ainsi que les mécanismes opérationnels permettant la prise de décision et l'attribution des fonds de manière transparente. Ainsi, le Gouvernement de la RDC a co-rédigé et signé les Stratégies Provinciales de Stabilisation et Plans d'action prioritaire (SPS / PAPS) qui fournissent

un cadre commun d'intervention programmatique pour la stabilisation entre la communauté internationale et le Gouvernement pour l'Est de la RDC.

De plus, en 2016, avec la rédaction et la validation du manuel des opérations du FCS, les rôles et les responsabilités du gouvernement et de la communauté internationale ont été clairement définis, notamment leur participation dans les mécanismes de gestion et de gouvernance du Fonds (Secrétariats Techniques et conseils d'administration au niveau national/provincial).

Le retard accusé dans le démarrage des programmes s'explique donc en grande partie par le système décentralisé, qui alourdi le système de prise de décision, ainsi que le processus inclusif de mise en place des procédures qui a pris un temps considérable. Pourtant ces processus ont été indispensables pour mettre en place un système transparent permettant de protéger les investissements des bailleurs de fonds.

Description du résultat 2: Les capacités techniques et fonctionnelles du Secrétariat Technique du Programme STAREC et de l'ISSSS s'améliorent

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

<p>Indicateur 1: Soutien financier des partenaires internationaux pour les programmes de l'ISSSS</p> <p>Indicateur 2: Des projets de qualité sont approuvés par le Conseil d'Administration</p> <p>Indicateur 3: Niveau de satisfaction des membres des CA, partenaires techniques et financiers alignés et partenaires de mise en œuvre avec les services offerts (1) par l'UAS/MONUSCO et (2) le Secrétariat National et Coordinations provinciales du Programme STAREC</p>	<p>Niveau de référence: 0 Cible: TBD État d'avancement: Au cours de la première année, 25 millions USD ont été engagés dans le FCS</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 5 État d'avancement: 5 programmes ont été validés par les conseils administration provinciaux, pour un totale de 19 millions USD</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 70% des partenaires sont satisfaits des services offerts par le cellule d'alignement du ST État d'avancement: La cellule S&E établie en Août 2016, Une enquête sera réalisée au début de 2017</p>
---	---

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

2.1 Les Conseils d'Administration du FCS aux niveaux national et provincial se sont tenus régulièrement pour valider les 3 programmes de stabilisation (Kitshanga/Province du Nord Kivu, Plaine de la Ruzizi/Province du Sud kivu et Sud Irumu/Province de l'Ituri).

2.2 Appui de l'UE à travers un pool de 3 experts pour actualiser les 3 analyses de conflits (CANAs) faits en 2014 pour les zones prioritaires de Kitshanga, Plaine de la Ruzizi, Sud Irumu. Ils ont aussi fourni des recommandations pour un système simplifié de mise à jour des analyses de conflits, tenant compte de l'évolution du contexte, des acteurs et des dynamiques de conflits.

2.3 Mise à jour du cadre logique de l'ISSSS, développement de la stratégie S&E de l'ISSSS, développement du guide au processus d'harmonisation, appui technique S&E dans le cadre des appels à propositions et alignement.

2.4 Recrutement d'un expert en communication au sein du ST qui appuie le STAREC développer une stratégie de communication.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Durant l'année 2016, les Conseils d'Administration du FCS aux niveaux national et provincial se sont tenus régulièrement pour valider et mettre en œuvre les 5 programmes de stabilisation Kitshanga/Province du Nord Kivu, Plaine de la Ruzizi/Province du Sud kivu et Sud Irumu/Province de l'Ituri en plus la deuxième phase des programmes pilote à Mambasa et Kalehe.

Pour s'assurer que les programmes répondent aux dynamiques de conflit dans chacune des trois zones prioritaires, l'UE a soutenu les programmes à travers un pool de 3 experts internationaux courts termes spécialisés en analyse des conflits.

Pour améliorer la coordination et les fonctionnements du ST, STAREC et UAS se sont réunis à Bukavu en juillet pour la retraite annuelle de planification conjointe. Cela a mené à la production de plans de travail provinciaux de ST afin de pouvoir établir conjointement des priorités et planifier en fonction des rôles et des responsabilités définis pour le ST dans le manuel d'opération du FCS. De plus, le mécanisme de coordination des ST au niveau provincial a été mis en place, et les membres du ST provinciaux tiennent des réunions de coordination hebdomadaires.

En plus, des mécanismes mis en place pour assurer le bon fonctionnement du FCS, le second mécanisme pour le financement des programmes 'SSSS – l'alignement – a beaucoup progressé. Les critères et procédures d'alignement révisés ont été présentés au Forum de donateurs pour la stabilisation (SDF) en mai 2016 et validés. Une période test de 6 mois a été convenue, au cours de laquelle le TS a travaillé sur les critères et les procédures utilisant des programmes test. Les leçons tirées seront identifiées et présentées au SDF le 28 novembre 2016. Sur la base de ces discussions, les critères et procédures d'alignement seront ajustés.

Enfin, la ST a vu une implication beaucoup plus forte de la MONUSCO dans l'implémentation de l'ISSSS. La police des Nations Unies (UNPOL) a nommé un point focal de stabilisation au sein de l'UAS pour soutenir les piliers Security et

restauration de l'autorité de l'état (RSA). La Section Affaires Civile et l'UAS ont élaboré un protocole d'entente sur la manière de collaborer sur le terrain avec la société civile et les organisations locales sur la transformation des conflits. A la demande du leadership de la mission l'UAS a appuyé l'élaboration d'une stratégie de stabilisation pour Beni.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Le Secrétariat Technique n'a pas été en mesure de mener un sondage de perception auprès des bailleurs de fonds (alignés) ainsi que les partenaires concernant les services leurs étant fournis par le Secrétariat Technique. En début de 2017, les données de base seront collectées pour mesurer le niveau de compréhension par les partenaires de l'ISSSS des rôles et des responsabilités des ST, ainsi que leur satisfaction avec les services fournis. Un sondage de perception est ensuite prévu en fin 2017 pour mesurer le progrès.

Des défis de coordination se posent au niveau stratégique avec le faible fonctionnement des structures de gouvernance dirigées par le gouvernement; Il s'agit du Comité de pilotage, le Comité de suivi et les Comités techniques conjoints du STAREC qui ne se sont pas réunis régulièrement en 2016.

Une étude soutenue par l'UE, visant le renforcement des mécanismes de coordination ISSSS/STAREC dans le cadre de l'opérationnalisation des SPS/PAPS, et proposition de recommandations pour leur amélioration aux niveaux institutionnel et organisationnel a été fait en appui au SSU. Une diagnostic détaillé sur les dysfonctionnements des mécanismes de coordination ISSSS/STAREC a été réalisé. Un plan d'action sur la mise en œuvre des recommandations de l'étude sera mis en place en 2017.

Description du résultat 3: na

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

Indicateur 1:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 2:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 3:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

N/a

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)? N/a

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

N/a

Description du résultat 4: n/a

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

Indicateur 1:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 2:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 3:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

N/a

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)? N/a

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

N/a

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles</u>: Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Manuel d'opération du FCS et les annexes (lignes directrices sur le budget et genre) - Note technique sur la répartition des fonds entre les trois provinces approuvée par le CAN - Budget additionnel du FCS pour le fonctionnement du ST - 3 programmes ISSSS dans les zones prioritaires approuvés par les conseils d'administration provinciaux (CAP) - Procès-verbaux et communiqués des réunions CAN / CAP - Note technique sur les critères et le processus d'alignement - Cadre logique ISSSS et Stratégie S&E <p>Tous ces processus opérationnels ont permis à l'ISSSS de sélectionner et d'aligner de manière transparente et inclusive les programmes qui ayant pour objectif de transformer la dynamique des conflits dans les zones prioritaires en 2017.</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires</u>: Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>En ce qui concerne l'instabilité politique actuelle, les budgets de l'état pour les différents ministères du niveau national au niveau provincial ont diminué au cours des 12 derniers mois, y compris pour le Ministre du Plan, auquel le programme STAREC est rattaché. Cela signifie que sans ce projet de soutien au ST, le STAREC ne serait pas aussi fonctionnel pour remplir leurs rôles et responsabilités. En outre, ce soutien financier a permis le recrutement de personnel spécialisé au sein du ST avec une expertise programmatique et de gestion des fonds fiduciaires. Ce types de profils seraient difficiles de trouver a travers le systeme de recruitment de la MONUSCO. Il s'agit notamment des postes de Deputy Team Leader (UNDP) et de Spécialiste du Fonds Fiduciaire qui coordonnent le ST au niveau national et provincial dans le fonctionnement programmatique et opérationnel du FCS.</p>
<p><u>Effets catalytiques</u>: Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>2016 a été un temps politiquement sensible en RDC, dans lequel la communauté internationale et le gouvernement n'ont pas pris de nombreux engagements politiques pour faire progresser les processus de paix. Ce n'était pas le cas pour la programmation de l'ISSSS, la mise en place des mécanismes opérationnels du FCS et les réunions de coordination régulières entre le gouvernement et la communauté internationale au cours des différents conseils d'administration (CAN/CAP) ont montré une grande collaboration pour travailler ensemble à la transformation de la dynamique des conflits a l' est de la RDC. Cet engagement a encore été plus fort au niveau du travail technique entre le</p>

	<p>STAREC et l'UAS, grâce au co-fonctionnement de la ST est les réunions de travail régulières qui ont abouti à la compréhension stratégique et programmatique des priorités de stabilisation. Spécifiquement, en Ituri, le Gouverneur a fait preuve d'une grande implication dans la mise en œuvre et la poursuite du projet financé par le IRF en Mambasa, en engageant des ressources gouvernementales pour soutenir la poursuite du programme.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le dialogue démocratique au sein de l'ISSSS est une approche novatrice pour la communauté internationale (Nations Unies) qui favorise la collaboration entre le gouvernement et la communauté locale pour la transformation des conflits. L'ISSSS révisé reconnaît que la première étape du processus de transformation des conflits est d'identifier les facteurs de conflit d'une manière participative et d'obtenir les engagements politiques de toutes les parties prenantes en complément des réponses techniques.</p> <p>Lancement d'un appel de propositions de 2 millions de dollars à Kishanga pour un programme de dialogue sans une stratégie de communication au niveau local pour informer la communauté locale que ce processus de dialogue serait accompagné de divisions de paix s'est révélée difficile et a créé un certain nombre de questions politiques au niveau local et provincial. C'est l'un des risques que la ST a prédit, car l'ISSSS révisé ne se concentre plus uniquement sur une réponse technique, mais met l'accent sur la nécessité d'avoir un engagement politique à tous les niveaux pour transformer les conflits dans un environnement durable façon.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Tous les mécanismes opérationnels mis en œuvre en 2016 ont été accompagnés d'une stratégie genre pour la programmation de l'ISSSS. Une série de lignes directrices sur la prise en compte du genre ont été élaborées par la ST: Il s'agit notamment d'un aperçu de la dimension genre dans chacun des piliers de l'ISSSS, la prise en compte du genre dans la programmation de l'ISSSS, l'évaluation des programmes ISSSS en utilisant le marqueur genre "gender marker". En outre, l'UAS adhère à une politique d'allocation d'un minimum de 15% du financement FCS vers des objectifs de stabilisation qui contribueront à l'égalité des sexes. Cette politique et les outils genre ont été accompagnés des sessions de renforcement de capacités organisées par la Conseillère en Genre de l'UAS pour les membres de ST aux niveaux provinciaux, les partenaires potentiels de mise en œuvre, la cellule ST de suivi et d'évaluation, et les intervenants de MONUSCO. Cette formation et ce soutien technique se poursuivront tout au long de 2017 pendant la mise en œuvre et le suivi des programmes.</p>

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	L'engagement du gouvernement est crucial pour la réussite des programmes. Comme démontré au Sud Kivu, l'implication personnel du Ministre provincial a renforcé la coordination entre les intervenants dans la zone du projet Nord Kalehe. Le défis reste une meilleure implication du nouveau national, surtout en ce qui concerne le STAREC National.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	L'absence d'implication formelle des organisations locaux dans le processus de sélection et la programmation du FCS a été un point contentieux important. Pour y faire face, l'UAS a mis en place une stratégie qui permettra dans la durée de revoir les critères d'éligibilité au FCS permettant éventuellement l'accès direct aux ONGs locaux. La stratégie se focalise sur l'obligation des ONGs à travailler avec les partenaires locaux au sein des consortiums et leur rôle met en place une stratégie de renforcement de capacités des organisations locales durant la mise en œuvre des programmes FCS afin de renforcer leur aptitude au travail dans les domaines / zones concernés par la stabilisation.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	L'amélioration de la connaissance de la Stratégie provinciale et du plan d'action associée par les différents acteurs (autorités, société civile, communautés, IPs, UN, etc.) à travers la restitution et autres actions de communication, a favorisé l'adhésion de tous au processus de stabilisation et facilite les discussions à tous les niveaux sur la stabilisation dans la province Ituri.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	Un pool de personnes ressources de la société civile issues des trois provinces a été constitué fin 2015 et travaille depuis régulièrement sur l'approche ISSSS (avec l'appui de la coopération allemande). Des facilitateurs issus de ce pool ont animé les 3 restitutions de la stratégie ISSSS dans les trois zones prioritaires et élaboré des rapports. Le pool a développé un outil d'actualisation des analyses de conflits qui est entrain d'être testé sur le terrain depuis août 2016. Les rencontres du pool permettent de croiser les regards sur les situations dans les zones de stabilisation et de lutter contre les préjugés et les rumeurs. Les membres du pool collaborent avec le CAS notamment en Haut Uélé et au Sud Kivu.) Ce groupe est un lien prometteur avec la situation sur le terrain et avec la société civile en général. Il pourra également soutenir les projets ISSSS et alignés en renforcement de capacités. Cependant il a besoin d'accompagnement continu pour se consolider.
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	Les procédures et structures mis en place dans le cadre de l'alignement ont été clés pour l'avancement du processus d'alignement et pour assurer une approche plus cohérente. L'alignement est un processus technique dont l'efficacité dépend largement d'une bonne connaissance de l'ISSSS par toutes les

	parties prenantes. Pour avoir le plus grand impact, l'alignement des projets doit s'orienter étroitement aux critères d'alignement, et surtout au besoin de contribuer à la transformation des dynamiques de conflits identifiées.
--	--

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plait, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

Les résultats de la revue a mi-parcours des project pilotes IRF ont révélé qu'il y a eu des gains importants liés à la stabilisation, en particulier dans le domaine du dialogue démocratique. La revue a démontré que les activités de dialogue ont permis d'appuyer efficacement un mécanisme efficace de résolution des conflits et d'améliorer la communication et la confiance accrue entre les femmes, les hommes, les filles et les garçons dans les communautés et les fonctionnaires de l'État. Le projet de Kahele a soutenu la construction d'un poste de police et la formation de la police, ce qui a augmenté la perception positive de la population locale que l'État peut être le principal fournisseur de services en matière de sécurité. Lorsque d'autres infrastructures ont été attaquées dans la zone PZ par un groupe armé, la population a persuadé le groupe armé de ne pas détruire le poste de police. Les activités conçues pour soutenir la génération de revenus, non seulement améliorent la situation économique des participants, mais aussi appuient le processus de dialogue, en augmentant la cohésion sociale.

Plus précisément, sur la capacité des projets à intégrer le genre dans les interventions de programme, l'équipe de recherche a noté que les activités soutenant la participation des femmes dans les processus politiques doivent être accompagnées de campagnes de sensibilisation ciblant les hommes et les garçons. Dans l'ensemble, la revue a suggéré que les femmes participent plus activement aux débats publics et à la prise de décisions, cela est lié au fait que le projet exige au minimum 30% de participation aux dialogues. Le projet soutient aussi le rôle actif des femmes dans d'autres structures traditionnelles et administratives et les promeut en tant que leaders communautaires.

Plus précisément, à Mambasa, les groupes de femmes ont utilisé les dialogues comme un forum qui peut les aider à résoudre les conflits domestiques. Ils ont également été plus activement impliqués dans les comités de la société locale, et il a été noté que leur évaluation de la situation de sécurité diffère souvent des perceptions hommes dans la communauté. A Minova, les femmes impliquées dans le cas de Femmes ont choisi de mener certaines réunions publiquement, invitant d'autres femmes de l'extérieur à participer; qui contribue à la cohésion sociale dans la communauté. Les femmes interrogées dans les deux projets PZ ont noté une réduction de la violence sexuelle liée aux activités du programme.

Une recommandation importante de la part de l'équipe en charge de la revue a été que, malgré leurs efforts, c'était plus difficile de solliciter des commentaires des femmes bénéficiaires. Car elles ont plus des responsabilités domestiques. Cela a été noté et sera pris en considération dans l'évaluation finale qui est actuellement en cours.

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: conforme au plan

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Le taux de décaissement du projet pour la première année est de 67% soit un montant de 415,550.06 USD sur un montant total de 620,204 USD. Les rapports ATLAS ne permettent pas de présenter un budget détaillé par produit.

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Personnel et Appui					
Produit 1.1	Gestionnaire de projet (P-4)	UNDP	656060		
Produit 1.2	Assistant administratif (GS-6)	UNDP	22000	0	Le poste sera rempli en Decembre 2016
Produit 1.3	Chauffeur	UNDP	43200		
Résultat 2: Les capacités techniques et fonctionnelles du Secrétariat Technique du Programme STAREC et de l'ISSSS s'améliorent					
Produit 2.1	Appui à la coordination stratégique et opérationnelle du Programme STAREC et l'ISSSS (Fourniture, Equipment, Frais généraux)	STAREC	193220		
Produit 2.2	Mise en œuvre des activités de suivi &	STAREC/UAS	20000		

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

	évaluation (Service contractuel, frais de déplacement)				
Produit 2.3					
Résultat 3:					
Produit 3.1					
Produit 3.2					
Produit 3.3					
Résultat 4:					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):

2016 a commencé avec quelques défis opérationnels pour le ST, vu que le FCS avait été établi avant la finalisation des tous les mécanismes opérationnels, notamment le manuel d'operations. Avec la revision de la structure interne de l'UAS, le developpement du nouvel organogram avec la mise en place des cellules Trust Fund, Alignement, S&E et Expertise thematique, la prise de fonctions de plusieurs postes clés financés a travers des contributions bilaterales, ainsi que la finalisation du manuel d'opération du FCS, ces défis opérationnels ont été surmontés.

Des mécanismes clés de coordination ont été établis au niveau du travail entre le STAREC et l'UAS et un certain nombre de réunions du conseil d'administration ont eu lieu en 2016, ce qui a permis d'engager la majeure partie des financements au FCS. Cette amélioration de la coordination a également été ressentie grâce à un partage et à une collaboration plus réguliers de l'information entre la ST, les acteurs de la société civile, les partenaires potentiels de mis en oeuvre, les bailleurs ainsi que les sections de la MONUSCO et les agences du Systeme des Nations Unies.

L'espoir est que, grâce aux leçons apprises lors de l'implémentation du programme en 2017, un soutien financier et politique plus important sera mobilisé pour l'ISSSS afin de poursuivre la programmation dans les autres zones priorite a l'est de la RDC.